

# RURAL VISION

magazine#2



Donner les moyens  
d'agir à l'Europe rurale



RURAL  
PACT



Financé par  
l'Union européenne

## Table des matières

3

Principales réalisations et pistes pour l'avenir des zones rurales d'Europe

4

Déclaration sur l'avenir de la politique de développement rural de l'UE

5

La boîte à outils rurale: faciliter l'accès des zones rurales au financement de l'UE

6-7

Rejoindre la communauté en ligne du pacte rural, et accéder aux connaissances et aux possibilités de mise en réseau

8

Engagements politiques en faveur du pacte rural à l'appui de la vision rurale de l'UE

9

Donner aux communautés locales les moyens de contribuer à la vision rurale et au pacte rural

10

Donner aux communautés rurales les moyens d'améliorer les options de mobilité

11

Améliorer l'accès des communautés rurales aux services de santé

12

Soutenir la transition écologique au moyen d'outils territorialisés fondés sur les besoins locaux

13

Donner à la jeunesse rurale européenne les moyens d'agir

14

Faciliter l'accès des acteurs ruraux au financement



## ÉDITORIAL

Nous avons parcouru un long chemin depuis le lancement de l'innovante **vision à long terme pour les zones rurales** en juin 2021, et je me réjouis que des bases solides aient été posées pour faire avancer les zones rurales au cours du prochain mandat de la Commission européenne, jusqu'en 2029 et au-delà.

La mise en œuvre de cette vision est un parcours à la fois difficile et inspirant, car nous cherchons à créer des communautés rurales dynamiques, inclusives et durables dans l'ensemble de l'Union européenne (UE).

Le récent **rapport de mise en œuvre** constitue une étape fondamentale. Il met en évidence les réussites et pose des questions essentielles en vue d'une participation accrue des parties prenantes. Ces questions sont cruciales pour faire en sorte que la voix des personnes vivant et travaillant dans les zones rurales continue de façonner nos réponses politiques.

À mesure que nous progressons, le **pacte rural** joue un rôle déterminant dans la promotion de la collaboration entre toutes les parties prenantes: citoyens, autorités locales et organisations. Il a été encourageant pour moi de constater que le **groupe de coordination du pacte rural** (Rural Pact Coordination Group, RPCG) a été particulièrement actif et a abouti à la prochaine **déclaration pour l'avenir des zones rurales**. Cette déclaration formulera des attentes claires concernant le renforcement de la coopération et la garantie que les priorités rurales figurent en tête des agendas politiques dans toute l'Europe. J'invite instamment toutes les parties prenantes à s'investir dans cette déclaration et à contribuer à son évolution constante.

L'une des avancées les plus importantes pour les communautés rurales est le lancement, début 2024, de la **boîte à outils rurale sur le financement de l'UE**. Cette boîte à outils fournit des informations essentielles sur les possibilités de financement, des orientations et des exemples pratiques qui donneront aux acteurs locaux les moyens de mobiliser efficacement les ressources disponibles. J'encourage les parties prenantes rurales à explorer la boîte à outils et à tirer parti de ses offres globales.

En outre, la **plateforme de la communauté du pacte rural** reste un outil précieux pour la mise en réseau, le partage des bonnes pratiques et la collaboration sur les engagements locaux et nationaux. Elle permet aux parties prenantes de s'engager dans des échanges constructifs susceptibles de renforcer les zones rurales dans l'ensemble de l'Union. Les récentes mises à jour de la plateforme améliorent encore sa fonctionnalité, facilitant les contacts avec d'autres personnes qui partagent une vision de communautés rurales dynamiques.

Enfin, nous devons **continuer à faire entendre la voix des zones rurales dans les discussions politiques**. Les **engagements politiques** en faveur du pacte rural constituent une étape essentielle dans ce processus, et j'invite les **autorités régionales et nationales à présenter leurs engagements**.

Ensemble, nous pouvons faire en sorte que les zones rurales reçoivent l'attention qu'elles méritent.

Leur avenir est prometteur, dans l'ensemble de l'Union européenne, dans la région méditerranéenne et bien sûr dans notre voisinage. Une approche commune centrée sur les personnes et fondée sur des partenariats nous aidera à relever les défis à venir. Grâce à une collaboration continue, à l'engagement des parties prenantes et à des actions concrètes, nous donnerons vie à cette vision à long terme, en veillant à ce que les zones rurales restent dynamiques, durables et prospères pour les générations futures.

Merci pour vos contributions, je vous souhaite une bonne lecture.

**Dubravka Šuica**  
Vice-présidente de la Commission européenne  
chargée de la démocratie et de la démographie



## Principales réalisations et pistes pour l'avenir des zones rurales d'Europe



Par Antonia Gámez Moreno,  
Cheffe de l'unité D.1, direction générale de l'agriculture et du développement rural,  
Commission européenne

Les zones rurales font partie intégrante de l'économie et de la diversité culturelle européennes. En 2021, **l'ambition de la communication sur la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE (vision rurale) était de créer une nouvelle dynamique** vers des zones rurales **plus fortes, connectées, résilientes et prospères** à l'horizon 2040.

La vision rurale a défini **dix objectifs communs** et **quatre domaines d'action**. Pour atteindre ces objectifs, la Commission s'est engagée à lancer un **pacte rural** visant à mobiliser les pouvoirs publics et les parties intéressées afin de répondre aux besoins et aux aspirations des habitants des zones rurales. La communauté du pacte rural rassemble désormais plus de **2 700 membres dans toute l'Europe**.

Elle a également introduit un **plan d'action rural de l'UE**, comprenant trente actions à mettre en œuvre par la Commission dans toute une série de domaines d'action de l'UE, dont **neuf sont déjà achevées**.

## Quelques exemples inspirants

- Lancement d'une **plateforme de revitalisation rurale** pour les zones confrontées à des défis démographiques et économiques.
- Démarrage de 60 projets **de recherche et d'innovation en milieu rural**, dotés d'un budget de 253 millions d'euros apportant une contribution directe aux zones rurales.
- Soutien à la mise en œuvre du **développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) au titre de LEADER** et accompagnement de quelque 150 communautés pour la création de **villages intelligents** au moyen d'activités de mise en réseau spécifiques.
- Affectation d'un montant total de 23,5 milliards d'euros sous forme de subventions et de prêts aux zones mal desservies et mise à jour des règles en matière d'aides d'État afin d'améliorer la **connectivité rurale**.
- Création de la **plateforme de conseil pour les communautés rurales de l'énergie**, qui a apporté un soutien à 27 communautés rurales de l'énergie.
- Accroissement du nombre de jeux de données disponibles pour les zones rurales et amélioration de l'accès aux données et analyses pertinentes par l'intermédiaire de l'**Observatoire rural de l'UE** et de la nouvelle publication intitulée «**Rural Europe**», ce qui renforcera les capacités de test rural.
- Lancement de la **boîte à outils rurale** pour faciliter l'accès des zones rurales au financement de l'Union et permettre une combinaison optimale des possibilités de financement de l'Union.

## Rapport de la Commission européenne (mars 2024)

«Une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE: principales réalisations et pistes pour l'avenir»

Un exercice visant à déterminer ce qui a été programmé pour les zones rurales dans les **programmes de la politique agricole commune (PAC) et de la politique de cohésion** a révélé comment les politiques de l'UE **contribuent aux objectifs de la vision rurale** pour la période 2021-2027 (ou 2023-2027 pour la PAC). Cet exercice prospectif s'est inspiré des positions très favorables et progressistes adoptées par le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne, le Comité économique et social européen, le Comité européen des régions et d'importantes parties prenantes de l'UE sur la vision à long terme pour les zones rurales.

Le rapport de la Commission qui en résulte présente «**[un] ensemble de réflexions** sur les orientations possibles pour renforcer l'action de soutien et le financement en faveur des zones rurales, ainsi que sur **les moyens d'aller de l'avant** [...] sur la base de la mise en œuvre du plan d'action rural de l'UE». Les **neuf questions ouvertes** qu'il soulève ont pour but d'alimenter la **réflexion sur l'élaboration des propositions pour la période de programmation pour l'après-2027**.



## Déclaration sur l'avenir de la politique de développement rural de l'UE



Par Edina Ocsko,  
Vice-présidente du groupe de coordination du pacte rural

Les membres du **groupe de coordination du pacte rural** (Rural Pact Coordination Group, RPCG) élaborent actuellement une déclaration commune contenant des propositions stratégiques pour la politique de développement rural de l'UE pour l'après-2027. La déclaration vise à éclairer et influencer la future politique en apportant un meilleur soutien aux zones et communautés rurales en abordant directement les questions en suspens énoncées dans le **rapport de la Commission européenne sur la vision à long terme pour les zones rurales de l'UE** de mars 2024.

La déclaration soulignera l'importance des zones et communautés rurales non seulement pour les habitants de ces zones, mais aussi pour le bien-être économique, environnemental et social de l'Union européenne dans son ensemble.

Le projet de déclaration met l'accent sur les principaux défis économiques, sociaux et environnementaux, tels que la démographie, le manque de services et l'accessibilité, ainsi que sur la nécessité d'y remédier sans attendre. Il **appelle à une forte modification des politiques de développement rural de l'UE après 2027** afin de garantir la durabilité et la résilience des zones rurales de l'UE à long terme.

### Renforcement et rationalisation du financement en faveur des zones rurales

Dans le contexte des futurs modèles de politique et de financement de l'UE, le projet de déclaration préconise une **dotation minimale obligatoire pour les zones rurales à partir de tous les fonds de l'UE pour l'après-2027**. Cela inclut une part considérablement plus importante du financement des approches de développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) que la dotation actuelle au titre de LEADER. Dans l'ensemble, les **approches territorialisées et menées par les acteurs locaux** (telles que LEADER, les villages intelligents, les «mouvements ruraux» et les réseaux ruraux menés par la société civile) **devraient être renforcées et davantage financées**.

### Renforcement de la coordination à tous les niveaux de gouvernance

La déclaration suggère de renforcer la part accrue du financement de l'UE en faveur des zones rurales grâce à une **meilleure coordination entre les organes administratifs compétents** aux niveaux européen, national et régional, y compris les directions générales de la Commission européenne et les ministères nationaux.

En outre, la déclaration préconise la **mise en œuvre obligatoire du modèle du pacte rural**, y compris la coordination plurifonds et multipartite, ainsi que des orientations méthodologiques et des formations afin de mieux mettre en œuvre le mécanisme de «test rural» à tous les niveaux.

### Renforcement des capacités et interventions sur mesure

La déclaration souligne les lourdes contraintes en termes de capacité qui pèsent sur les communautés rurales, entravant en outre l'accès aux fonds concernés. Elle appelle de ses vœux un **renforcement des capacités des acteurs locaux**, y compris des financements et mécanismes spécifiques, tels que les procédures simplifiées d'accès aux fonds, et l'apport d'un financement d'amorçage pour le développement d'idées et de projets.

Soulignant la diversité des zones rurales et leurs besoins particuliers, la déclaration met en exergue l'importance d'**interventions ciblées et sur mesure**. Les fonds dépensés en faveur des zones rurales devraient faire l'objet d'un meilleur suivi grâce à l'étiquetage territorial des fonds, à l'extension de l'utilisation des données et à l'élaboration de **stratégies futures fondées sur des données probantes et des résultats**.

La déclaration a été élaborée au moyen d'un processus participatif solide et de contributions des membres du groupe de coordination du pacte rural.

Les membres du RPCG ont adopté la déclaration fin 2024, et celle-ci a été publiée au début de l'année 2025.



En savoir plus sur le groupe de coordination du pacte rural.

© Bureau d'appui au pacte rural

Voir la note d'information intitulée «Making the Rural Pact happen in Member States» («La mise en œuvre du pacte rural dans les États membres»).

## La boîte à outils rurale: faciliter l'accès des zones rurales au financement de l'UE



Par le Dr Giulia Testori et Elisa Bazzani,  
Centre commun de recherche, Commission européenne

De nombreux fonds et programmes de l'UE sont susceptibles de favoriser une croissance durable et le bien-être dans les zones rurales. Toutefois, trouver l'option la plus appropriée n'est pas toujours simple pour les bénéficiaires potentiels. Lancée au début de l'année 2024, la **boîte à outils rurale** constitue un **portail complet vers les initiatives de financement et de soutien de l'UE à la disposition des zones rurales**.

Conçue pour répondre au manque de ressources administratives dans les régions rurales, la boîte à outils rurale permet aux autorités locales, aux entreprises, aux associations, aux gestionnaires de projets et aux particuliers de trouver plus facilement les sources de financement les plus appropriées. Disponible **dans toutes les langues de l'UE**, elle propose également des conseils et des exemples sur la manière de **combinaison des programmes existants**, en incitant les demandeurs à adopter des solutions créatives pour **répondre aux besoins locaux et revitaliser les zones rurales**.

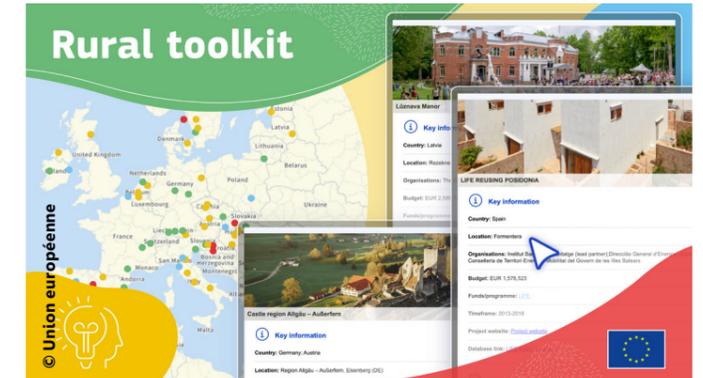
Avant la création de cette plateforme par le Centre commun de recherche (JRC), les possibilités de financement pertinentes devaient être recherchées séparément et leur utilisation potentielle pour le développement rural n'était pas évidente. Après plusieurs cycles de consultations avec les parties prenantes rurales, nous avons structuré la boîte à outils rurale en trois sections principales afin d'apporter des réponses aux questions les plus courantes.

Un **outil de recherche de financement interactif** permet aux utilisateurs de filtrer les programmes existants en fonction de leur rôle ou de leur organisation [groupe d'action locale, organisation non gouvernementale (ONG), autorités locales, etc.], de l'activité qu'ils cherchent à financer et du type de soutien nécessaire (par exemple prêts, subventions ou assistance technique). Les options les plus pertinentes deviennent ensuite disponibles sous la forme de fiches d'information imprimables, contenant les informations essentielles, les détails pratiques, les liens pour effectuer les demandes et les points de contact concernés.

Grâce à une carte interactive sur laquelle ils peuvent cliquer, les utilisateurs peuvent **s'inspirer** de dizaines d'études de cas de toute l'UE, proposant de bonnes pratiques et des conseils concrets sur la manière de combiner les fonds. La section «**Ressources**» recueille des guides sur les possibilités de financement de l'UE disponibles pour des secteurs spécifiques tels que le haut débit, l'éducation, l'énergie, l'environnement et le tourisme, ainsi que sur l'approche intégrée du développement local.

La plateforme a été extrêmement bien reçue et a bénéficié d'un intérêt constant, et nous espérons qu'elle contribuera davantage à donner aux communautés rurales les moyens d'agir et à leur attribuer un rôle plus important dans la construction de l'avenir de l'Europe.

La boîte à outils rurale s'inscrit dans la **vision à long terme** de la Commission pour des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères dans l'UE. Des statistiques et analyses détaillées sur les zones rurales de l'UE, couvrant des aspects économiques, sociaux et environnementaux, sont disponibles sur le site de l'**Observatoire rural**.



La plateforme a été extrêmement bien reçue et a bénéficié d'un intérêt constant, et nous espérons qu'elle contribuera davantage à donner aux communautés rurales les moyens d'agir et à leur attribuer un rôle plus important dans la construction de l'avenir de l'Europe.

La boîte à outils rurale s'inscrit dans la **vision à long terme** de la Commission pour des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères dans l'UE. Des statistiques et analyses détaillées sur les zones rurales de l'UE, couvrant des aspects économiques, sociaux et environnementaux, sont disponibles sur le site de l'**Observatoire rural**.

La boîte à outils rurale est très utile aux partenariats, car elle réunit en un seul et même endroit des informations sur les possibilités de financement, ce qui nous permet de planifier plus facilement les prochaines étapes.»

Gerardo Vidal Goncalves, université d'Evora

# Rejoindre la communauté en ligne du pacte rural, et accéder aux connaissances et aux possibilités de mise en réseau



Par Veneta Quoibion,  
Bureau d'appui au pacte rural

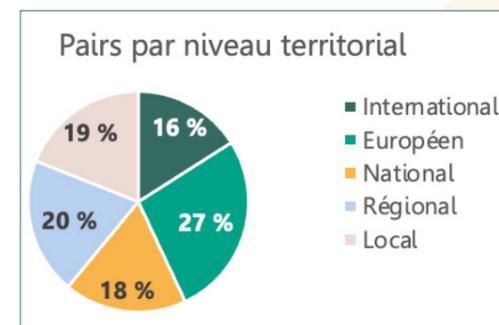
## Vous n'êtes pas encore membre de notre communauté en ligne?

Inscrivez-vous pour obtenir des possibilités exclusives de mise en réseau, échanger sur des sujets spécifiques avec des pairs et traduire le pacte rural en actions concrètes.

## Devenez membre pour:

- recevoir des informations sur les **prochains événements liés au pacte rural** et les résultats associés;
- connaître les dernières évolutions concernant les zones et communautés rurales, grâce à la **lettre d'information mensuelle**;
- entrer en contact avec **plus de 1 200 pairs**. Vous pouvez filtrer les résultats par pays, thème ou instrument de financement. Entrez en contact avec eux en fonction du secteur et tirez profit des connaissances et de l'expérience des uns et des autres;
- participer à neuf groupes de discussion en ligne** sur toute une série de sujets, dont **la politique rurale innovante, le repeuplement, la mobilité, la jeunesse, les villages intelligents, etc.** Apprenez les uns des autres pour déclencher une action collective;
- entamer une nouvelle discussion** sur un défi rural qui n'a pas encore été abordé. Créez et coordonnez votre propre groupe communautaire;
- vous engager à agir en faveur du pacte: proposez une action**, grande ou petite, en faveur des objectifs communs de la **vision rurale de l'UE**.

Forte de **plus de 1 200 membres**, notre plateforme communautaire en ligne grandissante vous offre un espace pour tisser des liens et échanger, **à condition d'y adhérer en ligne**.



# S'engager à agir en faveur du pacte

## Qui?

Tous ceux qui le souhaitent. Vous pouvez vous engager à titre individuel ou au nom de votre organisation.

Que vous soyez un citoyen, le représentant d'une autorité publique, un entrepreneur, un universitaire, un agriculteur ou encore une ONG, nous serions ravis de vous entendre.

## Quoi?

Recensez une action que vous ou votre organisation êtes prêt(e) à mettre en œuvre pour améliorer le développement d'une zone rurale. Il peut s'agir d'une action des types suivants:

- communication et sensibilisation**
- stratégie de développement rural**
- partage des connaissances**
- événementiel**
- développement des capacités**
- recherche et évaluation**
- mise en réseau**
- action sur le terrain**

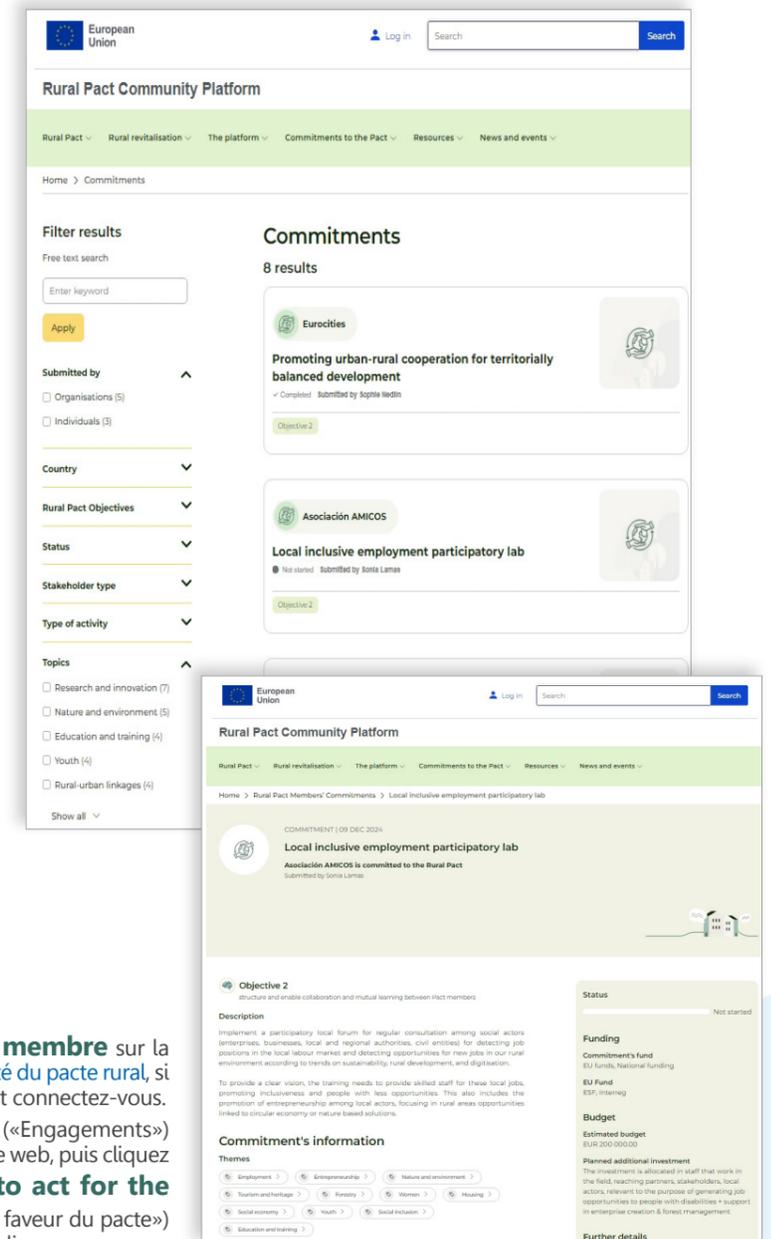
## Comment?

- Créez votre profil de membre** sur la **plateforme de la communauté du pacte rural**, si vous n'en avez pas déjà un, et connectez-vous.
- Allez dans «Commitments» («Engagements») dans le menu principal du site web, puis cliquez sur le bouton **«Commit to act for the Pact»** («S'engager à agir en faveur du pacte») pour remplir le formulaire en ligne.
- Relisez et sauvegardez** votre engagement.

C'est tout! Lors de la publication, votre engagement sera visible et consultable sur la page principale de recherche d'engagements.

Découvrez les engagements des autres et inspirez-vous de leurs idées en consultant la **liste des engagements existants**.

**Faites passer le message.** Encouragez vos réseaux, vos collègues et vos amis à s'engager: **travaillons ensemble à un avenir rural prospère!**



## Engagements politiques en faveur du pacte rural à l'appui de la vision rurale de l'UE



Par Enrique Nieto,  
Chef d'équipe adjoint, bureau d'appui au pacte rural

Il est temps d'agir au profit des habitants des zones rurales et de faire de la vision commune de l'UE pour les zones rurales une réalité. Pour obtenir des résultats significatifs, le pacte rural doit s'étendre au-delà de l'UE et associer les parties prenantes aux échelons national et régional, avec le soutien actif des pouvoirs publics correspondants.

### Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer au pacte rural et à la vision rurale?

Le pacte rural sert de plateforme qui unit les parties prenantes dans la réalisation des objectifs communs de la vision rurale. Concrètement, plus de 128 engagements motivant des actions sur le terrain ont déjà été promis par la communauté du pacte rural.

Néanmoins, la participation des pouvoirs publics nationaux et régionaux est essentielle au succès de la vision rurale de l'UE. La première édition de la **note d'information sur le pacte rural** présente les **principaux éléments** permettant de concrétiser le pacte dans les États membres et les régions de l'UE comme suit :

- structures et mécanismes pour collaborer avec les communautés rurales;
- désignation d'un membre du gouvernement et de services spécialisés pour traiter les questions liées à la ruralité dans l'ensemble des politiques;
- renforcement des capacités et soutien à la mise en réseau d'un large éventail de parties prenantes;
- établissement d'une vision prospective avec une stratégie globale ou un plan d'action global;
- mécanisme de test rural et systèmes de données adéquats;
- systèmes de gouvernance appropriés pour faciliter la coordination;
- mécanismes pour garantir l'intégration des flux de financement et les synergies.

De nombreux pouvoirs publics nationaux et régionaux se sont déjà mobilisés pour soutenir ces efforts. Le bureau d'appui au pacte rural a rassemblé six pages par pays présentant les initiatives nationales et régionales existantes qui contribuent à la réalisation des objectifs de la vision et du pacte.

### Les pouvoirs publics nationaux et régionaux vont plus loin

En décembre 2021, la vice-présidente de la Commission européenne Dubravka Šuica et les commissaires Janusz Wojciechowski et Elisa Ferreira ont lancé une invitation ouverte aux **pouvoirs publics à adhérer au pacte**, encourageant les gouvernements nationaux et régionaux à exprimer leur soutien et à s'engager activement dans son développement.

En 2024, le bureau d'appui au pacte rural a lancé un **portail** destiné à présenter les pouvoirs publics qui se sont engagés à prendre des mesures concrètes en faveur de la vision rurale. Les contributions reçues des institutions et organes de l'UE sont également mises en évidence sur ce portail, ce qui donne une vue transparente des progrès accomplis en matière d'engagement.

Grâce à la collaboration à tous les échelons, le pacte rural peut contribuer à construire des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères pour l'avenir.



### L'Andalousie officialise son engagement en faveur du pacte rural

En février 2024, l'Andalousie s'est officiellement mobilisée en faveur du pacte rural en s'engageant à concevoir sa vision rurale régionale intitulée «Stratégie de développement rural de l'Andalousie — Horizon 2030» (en espagnol: «Estrategia de Desarrollo Rural de Andalucía — Horizonte 2030»).

## Donner aux communautés locales les moyens de contribuer à la vision rurale et au pacte rural



Par Albert Puigvert Tuneu et Eduard Trepas Deltell,  
Association des initiatives rurales et maritimes de Catalogne (ARCA)

L'une des principales exigences des communautés rurales est de participer aux décisions qui les concernent sur le plan territorial, économique, social et culturel. Il est essentiel qu'elles soient entendues et associées à la prise de décision pour que leurs besoins soient pris en compte dans les programmes politiques, appuyant ainsi l'élaboration d'actions pertinentes au niveau local tout en contribuant à la **vision rurale de l'UE**. À cette fin, il convient de promouvoir et de mettre en œuvre le pacte rural à tous les échelons: européen, national, régional et local.

Le laboratoire politique «**Bringing the Rural Pact closer to citizens**» («Rapprocher le pacte rural des citoyens») du 22 mai 2024 a recensé les éléments nécessaires pour que le pacte apporte une valeur ajoutée au développement local. Il est essentiel **d'adopter une vision stratégique locale commune et de mettre en œuvre des actions transformatrices adaptées aux besoins et aux possibilités sur le terrain**. Ces processus nécessitent des structures inclusives qui associent les pouvoirs publics locaux, les organisations sociales et les entreprises, favorisant ainsi une prise de décision commune.

### Améliorer les structures existantes plutôt que d'en créer de nouvelles

Les «chartes du paysage» catalanes, promues par l'agence gouvernementale «**Observatoire du paysage de Catalogne**», ont défini **des objectifs, des accords et des stratégies de gestion communs entre les organisations publiques et privées** d'une zone supracommunale afin d'améliorer son paysage.

Sur cette base, la **charte du paysage de la région du Priorat** favorise un **cadre de cocréation** de projets porteurs de transformation, qui contribue à la vision rurale à tous les niveaux et donne à la communauté locale les moyens d'agir. Elle fournit une **feuille de route complète pour le développement socio-économique** de la zone rurale, favorisant l'auto-organisation sur le territoire ainsi que la coordination et la coopération entre les différents acteurs.

Les groupes d'action locale (GAL) dans le cadre de LEADER peuvent jouer un rôle clé à cet égard, **grâce à leurs structures de gouvernance locale et à leurs stratégies participatives capables de mobiliser les capacités, la coopération et la mise en réseau**. Toutefois, la gouvernance et la méthodologie de LEADER ne sont pas utiles si les GAL omettent de mettre à jour et d'élargir régulièrement leur représentation, de renforcer leurs relations avec les parties prenantes territoriales et de contribuer activement à dynamiser leurs communautés. Ils ne



Groupes de travail du pacte rural catalan

doivent pas se cantonner à être de simples espaces bureaucratiques de gestion des fonds et de distribution des subventions.

### Activation de tous les niveaux de gouvernance

Travailler uniquement au niveau local ne suffit pas. Les pouvoirs publics régionaux et nationaux doivent faire preuve d'un engagement politique, technique et stratégique pour relever les défis ruraux et donner la parole aux communautés locales. Il est donc essentiel de créer des **espaces de cocréation et de dialogue entre les parties prenantes à tous les niveaux** afin d'éviter que les zones rurales ne soient exclues de la prise de décision et de remédier au mécontentement répandu dans de nombreuses régions.

Depuis 2020, l'**agenda rural de la Catalogne** soutient un **espace de coordination territoriale** dans lequel toutes les parties prenantes au développement rural travaillent ensemble en collaboration. La gouvernance du **pacte rural catalan** parvient à placer les besoins des territoires ruraux au centre des priorités politiques. Cela permet de hiérarchiser les priorités et de coordonner les efforts publics et privés visant à répondre aux besoins ruraux dans une perspective large et intégrée, plutôt que dans une perspective exclusivement sectorielle.

## Donner aux communautés rurales les moyens d'améliorer les options de mobilité



Par Brendan Finn et Andrea Lorenzini,  
Coordinateurs du projet SMARTA-NET

**L**es forces et les atouts des communautés rurales, tels que les connaissances locales, les liens sociaux et communautaires solides et la culture du volontariat, **peuvent considérablement stimuler la mobilité rurale** et contribuer à relever les défis actuels, notamment l'accès aux services, l'équité et le développement. En consolidant l'engagement et en tirant parti des connaissances locales, les communautés rurales peuvent adapter les solutions de transport pour répondre à leurs besoins spécifiques.

Cela permettrait d'exploiter les multiples avantages du développement des économies locales, de l'amélioration de l'accès aux services de base et du renforcement de la cohésion territoriale et sociale. Ces conclusions sont ressorties parmi les principaux messages du **webinaire sur la mobilité rurale** du 20 juin 2024, organisé conjointement par le bureau d'appui au pacte rural et le projet SMARTA-NET.

### Encourager l'action locale

Les solutions locales de mobilité rurale, fondées sur la cohésion sociale et les réseaux de bénévoles, comprennent des services de transport flexibles et des services de covoiturage et d'autopartage. Lorsque ces options sont coordonnées et combinées avec d'autres services, tels que les autocars, les trains et divers réseaux de transport public, elles gagnent encore en efficacité. C'est pourquoi il est essentiel que les **collectivités locales facilitent les transports conventionnels tout en soutenant l'approche communautaire**.

L'amélioration des options de mobilité rurale nécessite des **solutions de financement innovantes, voire créatives**, pour contribuer au financement de projets de proximité. Les partenariats public-privé, la taxe touristique ou encore un niveau de service minimal de mobilité pour les zones rurales sont des sources de financement potentielles.



Membres du  
réseau européen  
de mobilité rurale

### Tirer parti de l'action à l'échelle de l'UE

Le **projet SMARTA** financé par l'UE (2018-2020) a mis en évidence un manque de politiques de mobilité rurale dans les États membres de l'UE. L'absence d'engagement, d'objectifs, de financement ou de responsabilité qui en résulte est à l'origine du caractère inadapté des **services de mobilité rurale**. Le projet a mis en évidence des **exemples de bonnes pratiques** visant à relever ces défis.

Son successeur, le **projet SMARTA-NET** financé par l'UE (2022-2024), a continué de rechercher des solutions à travers trois volets connexes.

L'initiative principale était la mise en place d'un **réseau européen de mobilité rurale** (European Rural Mobility Network, ERMN) qui donne la parole aux municipalités rurales et aux autres acteurs de la mobilité rurale. Lancé en 2023, l'ERMN réunit 70 organisations participantes de 14 pays, fournissant des forums d'échange dans le cadre d'une série de conférences et de webinaires.

Le projet a également apporté **un renforcement des capacités et un soutien à la formation** des membres du réseau. Ses **documents d'orientation** portent sur les bonnes pratiques en matière de mobilité rurale, le tourisme rural, l'intégration des aspects ruraux dans les plans de mobilité urbaine durable et le financement.

### Les prochaines étapes

L'équipe du projet SMARTA-NET, conjointement avec les membres du réseau, cherche une solution à long terme pour que le réseau perdure au-delà de la durée de vie du projet et, surtout, pour faire entendre la voix des zones rurales européennes.

Le problème plus important et tenace qu'il s'efforcera de résoudre est la mobilisation à la fois des États membres et des institutions de l'UE afin d'apporter un changement transformateur à la mobilité rurale, en permettant aux résidents et aux visiteurs ruraux de se déplacer librement, contribuant ainsi au volet «Connecté» de la **vision rurale de l'UE**.

## Améliorer l'accès des communautés rurales aux services de santé



Par le Dr Veronika Rasic, fondatrice du Rural Health Compass, trésorière  
Honoraire de l'association européenne des praticiens ruraux et isolés  
(European Rural and Isolated Practitioners Association, EURIPA)

**A**ttrire et retenir des personnes pour qu'elles vivent et travaillent dans les zones rurales dépend en grande partie de la disponibilité de services de santé et de leur accès. Le renforcement de ces objectifs contribue largement au développement rural, étant donné que le bien-être des personnes et la croissance économique «sont interdépendants et se renforcent mutuellement», comme l'a reconnu le **Conseil de l'Union européenne**.

Toutefois, les difficultés sont nombreuses, allant du vieillissement de la population à l'insuffisance des infrastructures et de la connectivité, en passant par la pénurie de services publics et de professionnels essentiels.

Améliorer l'accès aux services de santé dans toute l'Europe rurale va donc au-delà de l'octroi d'un droit

fondamental aux soins de santé. Il s'agit d'un **défi multidimensionnel** qui influence divers aspects de la vie rurale et, en tant que tel, nécessite une réponse intégrée.

**Les règlements relatifs au test rural, l'unification du soutien politique et la coopération entre les services de l'administration publique**, y compris l'éducation, la santé, l'agriculture et le développement rural, sont des besoins toujours présents. Cela fait écho à l'une des recommandations de la **déclaration de Lincoln d'EURIPA** de juin 2024 visant à faire du test rural un cadre national formel.

Un **webinaire du pacte rural sur l'accès à la santé en milieu rural** a exploré les moyens d'attirer et de retenir les professionnels de la santé, de concevoir des services de santé innovants et de créer des solutions intégrées et de proximité.

Tout d'abord, les professionnels de la santé doivent être plus sensibilisés et mieux armés pour répondre aux contextes et aux besoins ruraux. Selon la déclaration de Lincoln, l'élaboration et l'investissement dans des **parcours de formation rurale de premier et troisième cycle pour les professionnels de la santé et des soins** doivent faire partie du développement et de la planification des effectifs de soignants.

Au-delà de l'éducation et de la formation, les communautés rurales peuvent être confrontées à une incapacité continue d'accéder aux services de soins de santé; on parle alors de «déserts médicaux». Pour



13<sup>e</sup> forum sur la santé rurale d'EURIPA, 2024

résoudre ce problème, il est nécessaire de prévoir des **subventions** et des formules de prestations pour les étudiants en médecine, un **stage obligatoire** dans les zones touchées dans le cadre de programmes de stage ou de résidence et des investissements dans les **infrastructures de soins de santé** en milieu rural.

Les approches innovantes en matière de prestation de soins de santé, telles que la télémédecine et les unités de santé mobiles, nécessitent des **réglementations favorables qui tiennent compte des obstacles juridiques ainsi que des questions de respect de la vie privée et de conformité**. Ces nouvelles solutions doivent être conçues de manière collaborative par les professionnels de la santé, les patients et les experts en informatique.

La collaboration entre diverses parties prenantes peut présenter l'avantage supplémentaire de fournir des **soins de santé intégrés**, en associant des professionnels et des bénévoles dans le cadre de partenariats public-privé.

L'amélioration de l'accès aux soins de santé dans les zones rurales nécessite un **effort concerté à tous les niveaux de l'administration**, des professionnels de la santé et des communautés locales.

**Rural Health Compass a organisé des consultations en ligne entre octobre et décembre 2024 afin d'examiner ce que les communautés rurales européennes souhaitent et attendent de leurs systèmes de santé et de protection sociale.**

## Soutenir la transition écologique au moyen d'outils territorialisés fondés sur les besoins locaux



Par Stefan Kah,  
Centre de recherche sur les politiques européennes, université de Strathclyde

La grande importance du changement climatique pour les zones rurales se manifeste à bien des égards. D'une part, les régions rurales occupent une place de premier plan dans la production d'énergie renouvelable, mais d'autre part, comme le montrent les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les émissions moyennes par habitant dans les zones rurales sont nettement plus élevées que dans les régions métropolitaines.

Pourtant, les mesures stratégiques dans le contexte de la transition écologique sont généralement conçues ailleurs, la plupart du temps au niveau national et sous l'impulsion d'acteurs nationaux. Donner aux parties prenantes sur le terrain un rôle plus important dans la mise en œuvre des politiques pourrait également être un moyen de lutter contre le mécontentement rural, étant donné que les zones rurales continuent de prendre du retard, malgré les tentatives visant à inverser cette tendance.

Le laboratoire politique «Territorial development for the green transition» («Développement territorial pour la transition écologique») du pacte rural du 19 septembre 2024 a mis en évidence le **potentiel considérable des instruments de développement territorial pour agir en tant que cadres territorialisés qui incluent les communautés locales dans la transition écologique.**

Les réponses politiques peuvent devenir plus efficaces si elles sont territorialisées et adaptées au type de zone et à ses défis spécifiques, comme l'a souligné Jose Enrique Garcilazo, de l'OCDE, dans son discours introductif. **L'utilisation d'instruments territorialisés est liée au renforcement de l'autonomie locale, c'est-à-dire que les communautés locales jouent un rôle décisionnel.**

L'UE propose une série d'instruments de développement territorial pour les zones rurales, au-delà de l'approche LEADER bien établie, tels que le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) et les investissements territoriaux intégrés (ITI) dans le cadre de la politique de cohésion. Il existe de nombreux exemples de demandes réussies, notamment un cas tchèque de DLAL et des ITI en Italie et au Portugal, qui sont liés par leur caractère territorial et intégré.

Le laboratoire politique a révélé que, bien que les instruments de développement territorial offrent de multiples possibilités, de nombreux pays et régions n'en profitent pas, ou seulement dans une mesure limitée. Cela n'est pas nécessairement dû à un manque d'intérêt sur le terrain, mais plutôt à des préoccupations quant à la complexité supplémentaire perçue et à l'effort administratif attendu. Il en résulte une attitude hésitante de la part des institutions des États membres qui gèrent des programmes de financement pour ces outils.

Il est important de convaincre les niveaux décisionnels des avantages des instruments de développement territorial, en particulier au-delà de 2027. Le recours à ces outils pourrait être encouragé non seulement par des mesures d'incitation, mais aussi par l'inclusion d'une certaine forme d'exigence réglementaire. Un tel choix pourrait être légèrement controversé compte tenu de la nature ascendante de bon nombre de ces outils, raison pour laquelle toute obligation doit donner aux États membres une marge de manœuvre suffisante pour adapter leurs cadres d'action à leurs contextes spécifiques.



© Martin Bergsma

## Donner à la jeunesse rurale européenne les moyens d'agir



Par Spyros Papadatos,  
Secrétaire général de Rural Youth Europe

Il est essentiel d'associer les jeunes ruraux à l'élaboration des décisions et des politiques afin de relever les défis spécifiques auxquels nous sommes confrontés et de remédier au manque de perspectives que nous connaissons, dans des domaines tels que l'éducation, l'emploi, les soins de santé et la mobilité. Alors qu'il détient un potentiel inexploité pour façonner l'avenir de l'Europe et de ses communautés rurales, ce groupe démographique n'est toujours pas prioritaire dans les programmes politiques.



© Rural Youth Europe

Rassemblement de jeunes Européens en Estonie

Quelles sont donc les plus grandes tendances que nous observons aujourd'hui en Europe en ce qui concerne la jeunesse rurale?

**Exode rural:** une réalité pour la majorité des zones rurales d'Europe depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies aujourd'hui. Les jeunes ruraux sont à la recherche, dans les zones urbaines ou suburbaines, d'une meilleure éducation, d'un meilleur emploi, ou même de meilleures conditions de vie de manière générale. Cela alimente les différentes crises auxquelles sont confrontés les grands centres urbains en raison de la croissance rapide de la population, notamment la surcharge des systèmes de logement, de santé et de protection sociale.

**Test rural («rural proofing»):** la plupart des politiques et mesures prises aujourd'hui visent à soutenir principalement les grandes zones urbaines et suburbaines en raison de leur densité de population plus élevée. Cette situation, combinée à l'absence de test rural, a une incidence sur le développement rural, l'agriculture et la jeunesse rurale.

**L'enjeu va au-delà de l'agriculture:** la jeunesse rurale est un groupe diversifié dont les besoins varient en fonction de nos contextes géographiques, économiques et culturels uniques. Et si les communautés rurales sont fondées sur les activités agricoles de leur localité et sont étroitement liées à celles-ci, de nombreux autres aspects sont en jeu, tels que l'accès aux services, la mobilité, la numérisation, l'éducation, l'emploi et la durabilité environnementale.

**Il est essentiel que les mesures et les politiques soutiennent véritablement le développement et la participation plus large des jeunes ruraux à la société.** Le [webinaire du pacte rural sur les bonnes pratiques sur la jeunesse rurale](#) du 24 avril 2024 a recensé un certain nombre d'éléments pour y parvenir.

### Créer des espaces adaptés aux jeunes grâce à des initiatives territorialisées

Les jeunes demandent de plus en plus à participer à l'élaboration des politiques, et ce, dès le plus jeune âge, et nos contributions sont intégrées dans tous les domaines d'action et fondées sur une représentation diversifiée. Un tel engagement peut être facilité par **des campagnes de communication ciblées et des espaces adaptés aux jeunes pour un dialogue constructif avec les décideurs politiques** au sein des structures officielles, avec le soutien des institutions.

### Donner à la jeunesse locale les moyens de se faire entendre

Le renforcement de l'autonomie est un facteur essentiel, qui nécessite des **investissements tant dans la jeunesse rurale que dans nos organisations.** Les ressources doivent atteindre les habitants des zones rurales et renforcer nos capacités, en permettant une participation active et en amplifiant notre voix dans l'élaboration des politiques.

La mise en place de **plateformes interconnectées, telles que des conseils ou des organisations de jeunesse,** est essentielle pour faciliter une communication et une représentation efficaces entre les différents niveaux de gouvernance.

Grâce à une volonté politique accrue d'améliorer le statu quo, un dialogue constructif avec la jeunesse rurale peut commencer. Cela nous permettrait de nous sentir plus valorisés, mieux entendus et mieux armés pour améliorer nos vies et faire en sorte que les zones rurales figurent plus haut parmi les priorités politiques.

## Faciliter l'accès des acteurs ruraux au financement



Par Urszula Budzich Tabor,  
Experte stratégique, bureau d'appui au pacte rural

De nombreux acteurs et communautés locaux ont éprouvé des difficultés à comprendre le financement de l'UE et à y accéder en raison **d'un manque d'informations ou de capacités, de complexités administratives ou d'un manque de cofinancement**. Le large éventail d'instruments de financement de l'UE destinés à répondre aux besoins des communautés rurales comprend le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE) et de nombreuses autres sources de financement spécifiques.

Afin de faciliter l'accès au financement pour les projets et initiatives ruraux, les éléments clés suivants doivent être mis en place.

### Informations sur les sources de financement disponibles

La **boîte à outils rurale** est très utile, car elle indique les types de projets et de bénéficiaires pouvant prétendre à un soutien. Disponible en ligne dans toutes les langues de l'UE, la boîte à outils **permet aux acteurs ruraux de rechercher un large éventail de possibilités de financement** pour le développement rural et fournit des informations dans un langage facile à comprendre.

### Renforcement des capacités et appui technique

Les bénéficiaires potentiels et existants ont besoin d'un soutien pour développer leurs projets, demander un financement et mettre en œuvre leurs initiatives.

Dans de nombreuses zones rurales, les groupes d'action locale (GAL) au titre de LEADER **fournissent des conseils et des orientations aux bénéficiaires** et les aident à accéder à différentes sources de

financement, en jouant le rôle de «guichet unique». Dans l'exemple de la région autrichienne du Tyrol, les **GAL aident les municipalités, les entreprises et les ONG** à accéder aux financements locaux, régionaux, nationaux et européens.

### Coordination des différentes sources de financement

Pour éviter les chevauchements et favoriser les synergies, il faut **partager des valeurs communes, échanger régulièrement des informations** sur qui fait quoi, et **répartir clairement les tâches et responsabilités**. Voir, par exemple, comment la **gestion des différents fonds de l'UE est coordonnée** dans la région allemande de Saxe.

### Simplification des règles et des procédures

Pour de nombreux acteurs ruraux, l'accès au financement de l'UE est limité par sa complexité administrative ou une bureaucratie excessive. Les autorités de gestion peuvent mettre en place des solutions pour réduire la charge administrative, telles que des **options simplifiées en matière de coûts** (voir par exemple en **Finlande** et en **Espagne**) ou des **projets-cadres** (comme en **Suède**).

### Faciliter l'accès au financement privé

L'aide destinée à couvrir la contribution propre du bénéficiaire ou à avancer des fonds pour couvrir les coûts du projet avant leur remboursement peut être fournie sous la forme de **prêts-relais, de microcrédits ou de parts privées**. Les pouvoirs publics ou les GAL peuvent aider les acteurs ruraux à obtenir un tel financement **en coopérant avec le secteur bancaire ou les coopératives de crédit**, ou **en facilitant le financement participatif**.

Pour plus d'informations et de documentation sur la facilitation de l'accès des acteurs ruraux au financement, consultez la page web du laboratoire d'action politique du pacte rural intitulé «**EU funds paving the way to the rural vision**» («Les fonds de l'UE ouvrent la voie à la vision rurale») de décembre 2023.



© toeytoey2530

## Présentation des sources d'information pertinentes

Dans un effort constant pour vous informer au mieux et vous faire participer, nous avons constitué une liste de ressources qui offrent des informations précieuses sur le développement rural et la durabilité. Ces ressources sont essentielles pour les décideurs politiques, les chercheurs et les citoyens intéressés par les progrès et les initiatives au titre du pacte rural.



© Union européenne

### Plateforme de la communauté du pacte rural

Plateforme numérique où les parties prenantes peuvent entrer en contact, partager des idées et collaborer sur des projets. Les groupes communautaires de la plateforme travaillent sur des thèmes propres au développement rural, offrant un espace de discussion ciblée et de résolution des problèmes.

Consultez la **plateforme de la communauté du pacte rural**.

### Base de données sur les bonnes pratiques

Répertoire d'initiatives et de projets réussis qui ont eu une incidence significative dans les zones rurales. Ces bonnes pratiques servent de guide à la mise en œuvre de solutions efficaces et durables.

Explorez la **base de données sur les bonnes pratiques**.

### Publications

Ne manquez pas nos derniers rapports importants et nos notes d'information, qui décortiquent les rouages du développement rural en mettant à disposition des informations fondées sur les données et des recommandations concrètes.

Lisez les **publications du pacte rural**.

## Autres publications pertinentes



**Boussole pour le renforcement de l'autonomie locale dans les zones rurales:** cette publication étudie un ensemble d'outils, notamment les villages intelligents, le développement local mené par les acteurs locaux (DLAL) et les «pactes de villages», afin de déterminer des moyens pratiques d'atteindre le terrain et de rapprocher le pacte rural des citoyens. **Plus+**



**Étude sur le financement des zones rurales de l'UE:** elle examine la contribution de la PAC 2014-2022, de la politique de cohésion 2014-2020 et de la politique commune de la pêche à la réponse aux besoins et aux actions définies dans le cadre de la vision rurale de l'UE. Elle fournit une analyse préliminaire des mesures programmées au titre de la PAC pour la période 2023-2027. **Plus+**



**Test rural: enseignements tirés des pays de l'OCDE et application potentielle à la santé:** ce document de travail étudie les moyens d'élaborer des modèles de test rural plus solides et propose une feuille de route pour des mécanismes plus efficaces pour contribuer à intégrer la pratique dans la marge de manœuvre et la culture des pouvoirs publics. **Plus+**



**Une production d'énergie renouvelable et un potentiel dans les zones rurales de l'UE:** cette étude fournit des informations sur la manière dont les zones et communautés rurales peuvent contribuer à la transition de l'UE vers une énergie verte et en tirer parti, sans porter atteinte aux zones naturelles, à la biodiversité et à la production alimentaire. **Plus+**



**Évaluation des conditions-cadres de l'innovation sociale dans les zones rurales:** ce document de travail recense les facteurs de soutien, fournit des orientations aux décideurs politiques et propose une approche pour mesurer l'état de préparation et la capacité à s'engager dans l'innovation sociale rurale. **Plus+**

**Responsable d'édition:** Antonia Gámez Moreno, cheffe de l'unité «Zones rurales et réseaux» (AGRI-D.1), direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

**Contenu et édition:** Commission européenne, direction générale de l'agriculture et du développement rural, AGRI-D.1 et bureau d'appui au pacte rural

**Remerciements:**

- Principaux contributeurs: Dubravka Šuica, Antonia Gámez Moreno, Edina Ocsko, Dr Giulia Testori, Elisa Bazzani, Veneta Quoïbion, Enrique Nieto, Albert Puigvert Tuneu, Eduard Trepal Deltell, Brendan Finn, Andrea Lorenzini, Dr Veronika Rasic, Stefan Kah, Spyros Papadatos et Urszula Budzich Tabor.
- Mise en page: bureau d'appui au pacte rural.
- Photo de couverture: Ross Helen.

Toutes les éditions du magazine *Vision rurale* peuvent être [téléchargées en ligne](#). Vous pouvez également commander un exemplaire papier sur le site web des publications de l'Union européenne: [Publications de l'UE](#).

Le contenu du magazine *Vision rurale* ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne. Manuscrit achevé en novembre 2024

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2024

© Union européenne, 2024.

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source. La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

**Pour de plus amples informations sur l'Union européenne:** [europa.eu](http://europa.eu).

**Consulter le site web du pacte rural de l'UE**

[ruralpact.rural-vision.europa.eu](http://ruralpact.rural-vision.europa.eu)

**Suivre le pacte rural de l'UE sur les médias sociaux**

[facebook.com/EURuralPact](https://www.facebook.com/EURuralPact) [x.com/EURuralPact](https://x.com/EURuralPact) [linkedin.com/company/eu-rural-pact](https://www.linkedin.com/company/eu-rural-pact)

Print ISBN: 978-92-68-22190-7 doi:10.2762/5148110 KF-01-24-026-FR-C ISSN: 2812-2623

PDF ISBN: 978-92-68-22189-1 doi:10.2762/7338008 KF-01-24-026-FR-N ISSN: 2812-2631



Office des publications  
de l'Union européenne

Accédez à la version en ligne du magazine:

